ML. L. 4824/2.

Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION WETGEVING
- 1 -
2 6 VII 1955

Coordination (1)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 27 juin 1955, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "sur les sous-officiers auxiliaires de la force aérienne", a donné le 29 juin 1955 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 27e Juni 1955 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de hulponderofficieren van de luchtmacht", heeft de 29e Juni 1955 het volgend advies gegeven :

Invité concurremment à donner un avis d'urgence sur le présent projet et sur celui relatif aux officiers auxiliaires de la force aérienne, le Conseil d'Etat n'a pu, dans le bref délai qui lui a été imparti, effectuer un examen complet du projet.

Il ne peut que formuler quelques observations générales et souligner ce qui, dans chacun des articles, ne coïncide pas avec la législation existante ainsi que noter certains oublis qui pourraient, dans l'avenir, créer des difficultés.

\+

\+ +

Observation générale.

Le projet gagnerait en clarté s'il était divisé en chapitres selon le plan suivant :

Article 1er.

Chapitre 1er. - Des candidats sous-officiers auxiliaires - articles 3, 4 et 5.

Chapitre II - Des sous-officiers auxiliaires - articles 6, 2, 7 à 9.

Chapitre III - Du pécule de départ et de la pension de survie - articles 10 à 13.

Chapitre IV - Du passage dans les cadres actifs et de réserve - articles 14 à 17.

Chapitre V - Dispositions finales et transitoires - articles 18 et 19.

\+

\+ +

Observations particulières.

Article 1er.

Le projet a comme objet de créer un cadre de sous-officiers auxiliaires dans le personnel navigant de la force aérienne.

L'article 1er devrait, dès lors, prévoir la création de ce cadre.

Le Conseil d'Etat suggère de rédiger l'article 1er de la manière suivante :

"Article 1er.-

Il est institué au sein du personnel navigant de la force aérienne un cadre de sous-officiers auxiliaires, pilotes ou navigateurs ".

Article 2.

L'article 2 s'appliquant au sous-officier auxiliaire et non au candidat sous-officier auxiliaire, doit trouver sa place après l'article 6 auquel il se réfère.

Article 3.

En disposant en son article 3, 3°, que nul ne peut être agréé comme candidat sous-officier auxiliaire "s'il ne s'est engagé à rester en service actif pendant une période qui ... ", le projet vise

.../...

l'engagement ou le rengagement signé par le militaire en application du Chapitre VIII de la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. L'article 9 du projet suppose que cette loi est applicable à cet engagement.

Afin de rendre le texte plus clair, le Conseil d'Etat propose de rédiger ce 3° de la manière suivante :

"3° s'il ne s'est engagé ou rengagé en application de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service, à servir pendant une période qui ne peut être inférieure à un nombre d'années fixé par le Roi, ni supérieure à douze ans".

Pour répondre aux intentions du Gouvernement, le Conseil d'Etat propose de rédiger le 4° de cet article de la manière suivante :

"4° s'il n'a signé une déclaration aux termes de laquelle il servira, à l'expiration de la période prévue au 3°, dans le cadre des sous-officiers de réserve du personnel navigant de la force aérienne jusqu'à l'expiration des obligations militaires imposées par la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service".

Article 5.

L'article 5 du projet prévoit les conditions de résiliation de l'engagement du candidat sous-officier auxiliaire. Ce faisant, il déroge à la règle fixée par l'article 79 de la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service, qui confie au Roi le pouvoir d'arrêter les conditions de telles résiliations.

Si le Gouvernement entend, ce qui paraît certain, appliquer à la résiliation du rengagement les mêmes conditions que celles qu'il prévoit pour la résiliation de l'engagement, il y aurait lieu de modifier l'article 5 pour prévoir cette hypothèse.

Article 6.

Le projet dispose en son article 3 que pour être agréé comme candidat sous-officier auxiliaire, il faut remplir certaines conditions fixées par la loi et en outre les conditions "que le Roi peut fixer".

En son article 14, après avoir fixé la condition que le sous-officier auxiliaire doit remplir pour pouvoir être admis dans le cadre des sous-officiers de carrière, le projet prévoit que le Roi peut en déterminer d'autres.

En revanche, l'article 6 du projet fixe les conditions qui doivent être remplies pour être nommé sous-officier auxiliaire sans ajouter que le Roi peut en fixer d'autres que celles énumérées par l'article lui-même.

L'article 6 confère donc au candidat sous-officier auxiliaire, un droit à être promu sous-officier s'il remplit les conditions prévues par cet article. Le Conseil d'Etat propose en conséquence de rédiger l'article de la manière suivante :

.../...

"Article 6.-

Est nommé sous-officier auxiliaire, le candidat qui remplit les conditions suivantes :

1° être âgé de 19 ans accomplis;

2° être candidat sous-officier auxiliaire;

3° avoir satisfait à une épreuve professionnelle aux conditions déterminées par le Roi ".

Article 7.

L'article 118 de la Constitution dispose que la loi règle l'avancement des militaires.

Si malgré cette disposition constitutionnelle, le statut des sous-officiers de l'armée a, durant longtemps, été réglé par le Roi et par le Ministre de la Défense nationale, il y a cependant lieu d'observer que le statut des sous-officiers de carrière est actuellement régi par la loi du 27 juillet 1934.

Le Conseil d'Etat estime qu'il serait plus conforme au prescrit de la Constitution de prévoir dans cet article 7, tout au moins les principes généraux qui devraient présider à l'avancement des sous-officiers auxiliaires.

Article 8.

Pour les raisons énoncées sous l'article 5 du projet, il y a lieu de prévoir à l'article 8 la résiliation du rengagement.

Article 9.

En ne prévoyant pas l'incidence de la résiliation de l'engagement pour motif disciplinaire ou pour inaptitude morale, sur les obligations de milice, le projet n'entend pas déroger à l'article 83 de la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

Par contre, il entend y déroger lorsque la résiliation de l'engagement est prononcée pour inaptitude professionnelle ou physique.

En prévoyant la résiliation pour cause d'inaptitude physique, le projet ne peut faire allusion qu'à l'inaptitude physique au seul service navigant, l'inaptitude complète entraînant suppression de toute obligation militaire.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger cet article comme suit :

"Article 9.-

Par dérogation à la législation sur la milice, lorsque l'engagement du candidat sous-officier auxiliaire ou du sous-officier auxiliaire est résilié pour inaptitude physique au seul service navigant ou pour inaptitude professionnelle, la durée du service que l'intéressé a accompli est décomptée du terme de milice auquel il est astreint ".

Articles 10 et 11.

Ces articles octroient "un pécule de départ", dont ils déterminent le montant, aux sous-officiers

.../...

auxiliaires qui quittent le service après avoir accompli un certain nombre d'années de service ainsi qu'aux sous-officiers et candidats sous-officiers qui quittent le service à la suite d'un accident ou d'une maladie professionnelle.

Suivant les intentions du Gouvernement, le sous-officier auxiliaire ne peut bénéficier des dispositions relatives à la pension d'ancienneté. Le Conseil d'Etat est d'avis que ce doit être dit en termes clairs. Il propose à cet effet d'insérer avant l'article 10 un article rédigé comme suit :

"Article 10.-

La législation sur les pensions miliaires d'ancienneté n'est pas applicable aux sous-officiers auxiliaires".

Pour pouvoir bénéficier du pécule de départ, les militaires dont il s'agit à l'article 11 doivent bénéficier d'une pension de réparation qui leur aurait été accordée pour le même fait dommageable. Comme il s'agit d'une dérogation au caractère forfaitaire attaché à la pension de réparation par l'article 1er, alinéa 4, des lois sur les pensions de réparation coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948, le Conseil d'Etat propose de le dire d'une manière expresse dans le § 1er de l'article 11. Il suggère de rédiger le § 1er de la manière suivante :

" § 1er. Il est alloué aux conditions suivantes, un pécule de départ au sous-officier auxiliaire dont l'engagement a été résilié pour cause d'inaptitude physique ou qui a été réformé :

.../...

1° l'inaptitude physique doit résulter soit d'un accident survenu en service aérien commandé et régulièrement exécuté, soit d'une maladie à caractère professionnel dont la cause ou l'aggravation est le fait du service aérien;

2° l'intéressé doit avoir obtenu une pension de réparation en raison du même fait dommageable".

Le § 3 devrait être rédigé comme suit :

" § 3. Les dispositions du présent article sont applicables au candidat sous-officier auxiliaire dont l'engagement a été résilié pour inaptitude physique ou qui a été réformé".

Article 14.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 14, 1°, de la manière suivante, qui ne modifie rien à sa portée :

"1° s'il n'a satisfait à l'épreuve linguistique prévue pour la promotion au grade de sergent de carrière".

Article 15.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 15 comme suit :

.../...

"Article 15.-

Le nombre de sous-officiers auxiliaires qui peuvent être admis dans les cadres actifs est déterminé par le Ministre de la Défense nationale".

Article 16.

Comme les lois sur les pensions militaires coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923 ne sont pas applicables aux sous-officiers auxiliaires, il y a lieu, pour qu'aucun doute ne subsiste, de prévoir que le temps passé comme candidat sous-officier auxiliaire et comme sous-officier auxiliaire est compté comme service effectif pour le calcul de la pension d'ancienneté d'un sous-officier des cadres actifs, ancien sous-officier auxiliaire.

Le Conseil d'Etat propose en conséquence de compléter l'article 16 par la disposition suivante :

"Le temps passé au service actif comme candidat sous-officier auxiliaire et comme sous-officier auxiliaire est compté comme service effectif pour le calcul de la pension d'ancienneté du sous-officier de carrière".

Article 17.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 17 de la manière suivante :

.../...

"Article 17.-

Le sous-officier auxiliaire qui n'est pas admis dans le cadre des sous-officiers de carrière de la force aérienne, est versé, à l'issue du terme de service actif effectué comme sous-officier auxiliaire, dans le cadre des sous-officiers de réserve du personnel navigant de la force aérienne avec son grade et son ancienneté".

Article 18.

Le § 3 de l'article 18 devrait être rédigé comme suit :

"§ 3. Le temps de service actif, déterminé conformément au § 2, compte dans la supputation des services nécessaires pour la détermination du montant du pécule prévu aux articles 10 et 11".

Contreseing.

En instituant "le pécule de départ", les articles 10 à 12 du projet constituent des dispositions dont l'application grèvera le budget. Le projet doit, dès lors, par application de l'arrêté du Régent du 15 décembre 1948, être contresigné par le Ministre des Finances.

Tegelijkertijd om een spoedadvies verzocht over het onderhavige ontwerp en over het ontwerp betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, is het de Raad van State binnen de korte tijd waarover hij beschikte, niet mogelijk geweest het ontwerp aan een volledig onderzoek te onderwerpen. Hij kan alleen enige algemene opmerkingen naar voren brengen, voorts de aandacht vestigen op wat in elk der artikelen afwijkt van de bestaande wetgeving, en er op wijzen dat enige dingen vergeten zijn, hetgeen in de toekomst aanleiding zou kunnen zijn tot moeilijkheden.

\+

\+ \+

Algemene opmerkingen.

Het ontwerp zou veel duidelijker zijn indien het in hoofdstukken werd ingedeeld, volgens dit schema :

Artikel 1.-

Hoofdstuk I. - Candidaat-hulponderofficieren
Artikelen 3, 4 en 5.

Hoofdstuk II. - Hulponderofficieren.
Artikelen 6, 2, 7 tot 9.

Hoofdstuk III. - Vertrekgeld en overlevingspensioen.
Artikelen 11 tot 13.

Hoofdstuk IV. - Overgang naar het actief kader en naar het reservekader.
Artikelen 14 tot 17.

Hoofdstuk V. - Slot- en overgangsbepalingen.
Artikelen 18 en 19.

\+

\+ \+

.../...

Bijzondere opmerkingen.

Artikel 1.

Doel van het ontwerp is, het vliegend personeel van de luchtmacht te begiftigen met een kader van hulponderofficieren.

In artikel 1 moet derhalve worden gezegd dat een zodanig kader wordt opgericht.

De Raad van State stelt voor, artikel 1 te lezen als volgt :

"Artikel 1.-

Onder het vliegend personeel van de luchtmacht wordt een kader van hulponderofficieren, piloten of navigators ingesteld".

Artikel 2.

Artikel 2 is toepasselijk op de hulponderofficieren en niet op de candidaat-hulponderofficieren. Het moet dus worden opgenomen na artikel 6, waarnaar het verwijst.

Artikel 3.

Wanneer het ontwerp in artikel 3, 3°, bepaalt dat niemand als candidaat-hulponderofficier bij de luchtmacht mag worden aanvaard "indien hij er zich niet toe verbonden heeft in actieve dienst te blijven gedurende een periode die ...", bedoelt het de dienstverbintenis

.../...

of de nieuwe dienstverbintenis, door de militair aangegaan bij toepassing van hoofdstuk VIII van de dienstplichtwet van 15 juni 1951.

Artikel 9 van het ontwerp onderstelt dat deze wet van toepassing is op deze dienstverbintenis.

Duidelijkheidshalve stelt de Raad van State voor, de tekst onder 3° als volgt te lezen :

"3° indien hij de verbintenis of nieuwe verbintenis bij toepassing van de dienstplichtwet niet heeft aangegaan, te dienen gedurende een periode die niet korter mag zijn dan een door de Koning bepaald aantal jaren, en twaalf jaren niet mag te boven gaan".

Volgende tekst voor het 4° van dit artikel zou aan de bedoelingen van de Regering tegemoetkomen :

"4° indien hij geen verklaring heeft ondertekend, naar luid waarvan hij, bij de afloop van de onder 3° bedoelde periode, in het kader der reserveonderofficieren van het vliegend personeel der luchtmacht zal dienen tot de bij de dienstplichtwet opgelegde militaire verplichtingen een einde nemen".

Artikel 5.

Artikel 5 van het ontwerp bepaalt onder welke voorwaarden de dienstverbintenis van de candidaat -hulponderofficier kan worden verbroken. In zover wijkt het af van de regel neergelegd in artikel 79 van de dienstplichtwet van 15 juni 1951, waarbij de bevoegdheid tot het vaststellen der voorwaarden van zodanige verbrekingen aan de Koning wordt opgedragen.

.../...

Ligt het in de bedoeling van de Regering,en dit lijkt wel het geval te zijn, aan de verbreking van de nieuwe dienstverbintenis dezelfde voorwaarden te verbinden als aan de verbreking van de dienstverbintenis, dan moet artikel 5 zo worden gewijzigd dat het met deze hypothese rekening houdt.

Artikel 6.

In artikel 3 bepaalt het ontwerp dat men, om als candidaat-hulponderofficier te worden aanvaard, aan bepaalde door de wet gestelde vereisten en ook aan eisen "die de Koning kan bepalen" moet voldoen.

Artikel 14, na te hebben gezegd aan welke voorwaarden de hulponderofficier moet voldoen om in het actieve kader opgenomen te kunnen worden, bepaalt dat de Koning nog andere voorwaarden daaraan kan toevoegen.

Artikel 6 van het ontwerp daarentegen stelt de voorwaarden die moeten vervuld worden om tot hulp-onderofficier benoemd te kunnen worden; dit artikel zegt niet dat de Koning andere eisen mag stellen dan die welke het artikel zelf opsomt.

Artikel 6 verleent de candidaat hulponderofficier dus een recht op bevordering tot onderofficier indien hij aan de aldaar gestelde eisen voldoet. Daarom stelt de Raad van State voor, dit artikel als volgt te lezen :

.../...

"Artikel 6.-

Tot hulponderofficier wordt benoemd, de candidaat die aan de volgende vereisten voldoet :

1° volle 19 jaar oud zijn;

2° candidaat hulponderofficier zijn;

3° voldaan hebben aan de vakproef, onder de door de Koning gestelde voorwaarden".

Artikel 7.

Krachtens artikel 118 van de Grondwet wordt de bevordering van de militairen geregeld bij de wet.

Is ondanks deze grondwetsbepaling het statuut der onderofficieren van het leger, gedurnede lange tijd door de Koning en de Minister van Landsverdediging geregeld, dan moet toch worden opgemerkt dat de wet van 27 Juli 1934 in het statuut der beroepsonderofficieren heeft voorzien.

De Raad van State is van mening dat het beter met het voorschrift van de Grondwet zou stroken, althans in artikel 7 de algemene beginselen op te geven, die ter zake van de bevordering der hulponderofficieren zullen gelden.

Artikel 8.

Om de redenen die in verband met artikel 5 van het ontwerp zijn uiteengezet, zou artikel 8 ook moeten rekening houden met het geval, dat nieuwe dienstverbintenis wordt verbroken.

.../...

Artikel 9.

Wanneer het ontwerp geen voorzieningen treft in verband met de gevolgen van de verbreking der dienstverbintenis om tuchtreden of wegens morele ongeschiktheid, ten aanzien van de militieverplichtingen, bedoelt het ontwerp niet, af te wijken van artikel 83 van de dienstplichtwet van 15 Juni 1951.

Het wil er daarentegen van afwijken wanneer de verbreking uitgesproken wordt wegens beroepsonbekwaamheid of wegens lichamelijke ongeschiktheid.

Wanneer het ontwerp spreekt van verbreking wegens lichamelijke ongeschiktheid, kan slechts gedacht zijn aan lichamelijke ongeschiktheid voor de vliegende dienst alleen, daar algehele ongeschiktheid elke militaire verplichting doet vervallen.

De Raad van State stelt voor dit artikel volgende lezing voor :

"Artikel 9.-

In afwijking van de wetgeving op de dienstplicht wordt, indien de dienstverbintenis van de candidaat-hulponderofficier of van de hulponderofficier is verbroken wegens lichamelijke ongeschiktheid voor de vliegende dienst alleen of wegens beroepsonbekwaamheid, de duur van de dienst die hij heeft volbracht, afgetrokken van de dienstplichttermijn, die de belanghebbende verplicht is te volbrengen".

.../...

Artikelen 10 en 11.

Deze artikelen verlenen aan de hulponderofficieren die de dienst verlaten na een bepaald aantal jaren dienst te hebben verricht en aan de onderofficieren en candidaat-onderofficieren die de dienst verlaten ingevolge ongeval of beroepsziekte, een "vertrekgeld" waarvan ze het bedrag vaststellen.

In de opvatting van de Regering komt de hulponderofficier niet in aanmerking voor de bepalingen betreffende het ancienniteitspensioen. De Raad van State is van oordeel, dat dit met zoveel woorden moet worden gezegd. Daarom stelt hij voor, vóór artikel 10, een als volgt luidend artikel in te voegen :

"Artikel 10.-

De wetgeving op de militaire ancienniteitspensioenen is op de hulponderofficieren niet van toepassing".

Om voor dit vertrekgeld in aanmerking te komen, moeten de militairen waarvan sprake in artikel 11, een vergoedingspensioen uit hoofde van hetzelfde schade toebrengend feit genieten. Aangezien het hier gaat om een afwijking van het forfaitair karakter, dat artikel 1, vierde lid, van de bij besluit van de Regent van 5 October 1948 gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen aan zodanig pensioen hecht, stelt de Raad

.../...

van State voor, dit in § 1 van artikel 11 uitdrukkelijk te zeggen. Hij beveelt aan deze eerste paragraaf te lezen als volgt :

"§ 1. Een vertrekgeld wordt onder de hierna bepaalde voorwaarden toegekend aan de hulponderofficier wiens dienstverbintenis wegens lichamelijke ongeschiktheid werd verbroken, of die op reform werd gesteld :

1° de lichamelijke ongeschiktheid moet het gevolg zijn, hetzij van een ongeval dat zich in bevolen en regelmatig uitgevoerde vliegdienst heeft voorgedaan, hetzij van een beroepsziekte waarvan de oorzaak of de verergering aan de vliegdienst is te wijten;

2° de belanghebbende moet een vergoedingspensioen uit hoofde van hetzelfde schade toebrengend feit hebben verkregen".

§ 3 zou beter luiden als volgt :

"§ 3. Het bepaalde in dit artikel is van toepassing op de candidaat-hulponderofficier, wiens dienstverbintenis wegens lichamelijke ongeschiktheid werd verbroken of die op reform werd gesteld".

.../.../...

Artikel 14.

Voor artikel 14, 1°, stelt de Raad van State volgende tekst voor, die de strekking er van onverkort laat :

"1° indien hij niet geslaagd is voor het taalexamen af te leggen voor bevordering tot de graad van beroepssergeant".

Artikel 15.

De Raad van State stelt voor artikel 15 te lezen als volgt :

"Artikel 15.-

De Minister van Landsverdediging bepaalt, hoeveel hulponderofficieren tot het actieve kader kunnen worden toegelaten".

Artikel 16.

Daar de bij koninklijk besluit van 11 Augustus 1923 gecoördineerde wetten betreffende de militaire pensioenen niet op de hulponderofficieren toepasselijk zijn, is het nodig alle onzekerheid uit te sluiten door voor te schrijven dat de als candidaat-hulponderofficier en als hulponderofficier doorgebrachte tijd als werkelijke dienst wordt aangemerkt voor de berekening van het ancienniteitspensioen van een onderofficier in het actieve kader, die gewezen hulponderofficier is.

.../...

De Raad van State stelt daarom voor artikel 16 met de volgende bepaling aan te vullen :

"De tijd, in actieve dienst doorgebracht als candidaat-hulponderofficier en als hulponderofficier, telt als werkelijke dienst mede voor de berekening van het ancienniteitspensioen van de beroepsonderofficier".

Artikel 17.

De Raad van State stelt voor, artikel 17 als volgt te lezen :

"Artikel 17.-

De hulponderofficier die niet tot het kader van de beroepsonderofficieren van de luchtmacht is toegelaten, wordt, bij het einde van de actieve diensttijd als hulponderofficier, ingedeeld bij het kader van de reserveonderofficieren van het vliegend personeel der luchtmacht met zijn graad en zijn ancienniteit".

Artikel 18.

Paragraaf 3 van artikel 18 ware als volgt te lezen :

"§ 3. - De actieve diensttijd bepaald overeenkomstig § 2 telt mede bij de berekening van de diensten die nodig zijn voor het vaststellen van het vertrekgeld waarvan sprake in de artikelen 10 en 11.".

.../...

Medeondertekening.

De artikelen 10 tot 12 van het ontwerp, die een vertrekgeld invoeren, zijn bepalingen waarvan de toepassing de begroting zal bezwaren. Het ontwerp moet derhalve bij toepassing van het besluit van de Regent van 15 December 1948 mede door de Minister van Financiën worden ondertekend.

ML.

L. 4823/2.
L. 4824/2.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : F. LEPAGE,	conseiller d'Etat,		président
de Heren :	raadsheer van State,		voorzitter
J. COYETTE,	conseillers d'Etat,		
G. VAN BUNNEN,	raadsheren van State,		
G. PIQUET,	greffier adjoint,		greffier.
	adjunct-griffier,		griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. LEPAGE. Le rapport a été présenté par M. REMION, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE. Het verslag werd uitgebracht door de H. REMION, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.